

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
MISSION DES ARCHIVES

ARCHIVES
DES
SERVICES DU PREMIER MINISTRE

GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

**État thématique des versements
conservés aux Archives nationales**

PARIS
2018

SOMMAIRE

DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS (DSAF).....	3
DIRECTION	6
FONCTIONNEMENT	6
RESSOURCES HUMAINES	7
<i>Généralités et rémunération</i>	7
<i>Concours</i>	9
<i>Commissions paritaires</i>	9
<i>Dossiers de carrière</i>	10
<i>Formation et action sociale</i>	11
BUDGET ET AFFAIRES FINANCIERES	12
MARCHES PUBLICS	12
CONTROLE FINANCIER	13
POLITIQUE IMMOBILIERE	15

DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS (DSAF)

Introduction

La Direction des services administratifs et financiers (DSAF) trouve ses origines dans le Secrétariat général du gouvernement, dont elle dépend.

Les origines du Secrétariat général du gouvernement (SGG) sont à rechercher dans les années 1917-1918, avec une première tentative de création de services administratifs de la présidence du Conseil, puis en 1925-1926.

Le décret du 29 septembre 1925 et l'arrêté du 2 octobre 1925 créent un service administratif afin d'assurer la liaison entre les ministères ainsi que la préparation et le suivi des questions présentées au Conseil des ministres. Il comprend 4 sections :

- Travail préparatoire et suivi du Conseil des ministres
- Étude des questions économiques et sociales
- Questions administratives
- Service d'information, service du courrier et service intérieur.

La loi de finances du 24 décembre 1934, et plus spécifiquement son article 23, reconnaît l'existence d'un ministre chargé de la présidence du Conseil. Par décret du 31 janvier 1935, des services administratifs sont officiellement mis à sa disposition. Le président du Conseil peut disposer de 15 chargés de mission, au maximum (ils sont choisis parmi les hauts fonctionnaires de l'État, ou ils peuvent être étrangers à l'administration mais disposer de compétences spécifiques, l'un d'entre eux pouvant exercer les fonctions de secrétaire général des services administratifs). C'est là l'origine du Secrétariat général de la présidence du Conseil, devenu en 1946 le Secrétariat général du gouvernement. Pour accomplir la tâche qui lui était dévolue, le Secrétaire général disposait également, en vertu de ce décret, d'un chef de bureau, d'un sous-chef de bureau, de deux rédacteurs, deux commis d'ordre et de comptabilité (l'un deux servant de chef du service intérieur), et de quatre huissiers, dont un argentier. La possibilité de recruter des auxiliaires temporaires lui était également reconnue.

C'est la première fois, dans l'histoire de la III^e République, que le président du Conseil se voit doté de services spécifiques qui lui sont rattachés en propre, devant lui permettre de mieux exercer le suivi de l'activité gouvernementale et la coordination interministérielle.

C'est à cette époque que la Présidence du conseil s'installe à l'hôtel de Matignon.

Au sortir de la Seconde guerre mondiale, la fonction de Chef du Service administratif et financier s'autonomise peu à peu, avec en particulier la nomination de René Hoffhere (1945-1947).

En 1948, le Service administratif et financier est toujours rattaché au Secrétariat général du gouvernement. À cette date, il se subdivise en 4 bureaux (Personnel et matériel, Budget et

comptabilité, Affaires générales¹, Commandes et marchés), auxquels il faut ajouter le service intérieur. Chaque bureau se compose lui-même de sections. Au total, le service compte une quarantaine d'agents.

Le 3 août 1961, Pierre-Henri Lenoir, qui disposait du titre de Chef de service, est nommé par décret directeur des Services administratifs et financiers (SAF). Pour autant, pendant encore une dizaine d'année, le titre de Direction des services administratifs et financiers n'est pas reconnu au Service administratif et financier. Cette situation évolue finalement en 1973, avec la transformation du service en direction, sans qu'un texte officiel ne le prévoie. On notera, pendant toute cette période, la longévité et sans doute le rôle déterminant dans l'assise de la DSAF, de son chef de service, Pierre-Henri Lenoir, en poste près de 30 ans.

En 1963, dans le contexte de la décolonisation, est créé au SGG un Service des personnels de l'ancienne administration d'outre-mer, distinct du Service administratif et financier. Toutefois, quelques années plus tard, le 30 septembre 1970, le Service des personnels de l'ancienne administration d'outre-mer est supprimé et ses attributions sont transférées au SAF. Le Bureau de la réglementation devient ainsi Bureau de la réglementation et de la gestion des personnels de l'ancienne France d'outre-mer.

Ce transfert s'accompagne d'une réorganisation, avec la création d'une sous-direction du Personnel, comportant 5 bureaux (Bureau du personnel, Bureau du budget et de la comptabilité, Bureau des commandes et des marchés, Bureau des affaires générales, et 3 services : Service intérieur, Service automobile et Service du courrier).

En 1984, la DSAF est réorganisée en deux sous-directions : la sous-direction du Personnel et du matériel, et la sous-direction des Affaires financières, et d'un service informatique.

Le décret du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services d'administration centrale stipule que les subdivisions en directions générales, directions et services dans les ministères devront être fixées par décret.

Le premier texte réglementaire d'organisation de la DSAF est par conséquent l'arrêté du 2 février 1989, qui prévoit deux sous-directions : la sous-direction du personnel et de l'administration générale (7 bureaux²), et la sous-direction des affaires financières et de l'informatique (5 bureaux³).

Depuis 1989, les principales réorganisations de la DSAF ont été les suivantes :

¹ Le bureau des Affaires générales est chargé du contrôle des organismes rattachés à la présidence du Conseil (État-major général de la Défense nationale, Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, Direction des journaux officiels...)

² Bureau de la gestion des personnels et de la réglementation, Bureau de la gestion prévisionnelle et des affectations, Bureau de la formation et de la communication, Bureau de l'action sociale et de la rémunération des personnels, Bureau des affaires juridiques et contentieuses et des personnels de l'ancienne administration d'outre-mer, Bureau des organismes consultatifs (CTP-CHS) et des personnels des services rattachés, Bureau de la gestion du parc automobile.

³ Bureau des affaires budgétaires et de la gestion financière, Bureau de la gestion des immeubles et du matériel, Bureau des contrats et marchés publics, Bureau des études et applications relatives à l'informatique, Bureau d'exploitation du centre de calcul.

- en 1995 (arrêté du 13 avril 1995), le directeur des services administratifs et financiers est désormais assisté d'un chef de service faisant office d'adjoint. Ce dernier exerce son autorité sur un Bureau des affaires générales nouvellement créé.
- en 1999 (arrêté du 29 mars 1999), avec des évolutions visant à mieux prendre en compte la dimension de la gestion des ressources humaines.
- en 2000 (décret du 10 novembre 2000 et arrêté du 21 novembre 2000), avec une redéfinition des missions de la DSAF et une réorganisation des bureaux.
- en 2005 (arrêté du 7 septembre 2005), qui redéfinit l'organisation de la DSAF : un directeur, un chef de service faisant office d'adjoint et exerçant son autorité sur le Bureau des affaires générales, deux sous-directions : Ressources humaines, ainsi que Programmation et affaires financières, ainsi que deux divisions : Patrimoine et logistique, Systèmes d'information.
- en 2011 (arrêté du 11 février 2011), avec la création d'une Mission de gestion des emplois déconcentrés de l'Etat (dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat, REATE) et d'une Mission de la qualité de service
- et enfin en 2012 (arrêté du 3 février 2012), avec la création de la Sous-direction du pilotage des services déconcentrés (SDPSD).

Chefs de service puis directeurs de la DSAF depuis 1946 :

René Hoffhere (octobre 1945-juillet 1947)
 Pierre-Henri Lenoir (juillet 1947-juillet 1974)
 Pierre Bascoul (juillet 1974-juin 1985)
 Bernard Raffray (juin 1985-septembre 1991)
 Michel Blanc (septembre 1991-avril 1995)
 Patrick Pierrard (mai 1995-septembre 2002)
 André Ferragne (septembre 2002-octobre 2008)
 Patrick Mille (octobre 2008-février 2012)
 Isabelle Saurat (février 2012-avril 2015)
 Serge Duval (mai 2015-

Direction

19830410

Services du Premier ministre, organisation, budget, statuts des personnels (classement par service). 1939-1979

art 1 : Présidence du Conseil ; Direction des journaux officiels.

art 1-2 : groupement des contrôles radioélectriques.

art 2-3 : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE).

art 3-4 : service des personnels de l'ancienne administration d'outre-mer.

art 5 : dossiers généraux.

art 5-7 : contentieux.

art 8 : décorations.

art 8-9 : affectation de défense.

art 9-10 : administrateurs civils.

métrage : 3

20000436

art 1-2 : organisation de la présidence du Conseil et du Secrétariat général du gouvernement, application des constitutions de 1946 et 1958, organisation du gouvernement et fonctionnement du Conseil des ministres, procédures parlementaires, législatives et réglementaires, fonctionnement du Conseil d'État. 1919-1982⁴

métrage : 1

20150636

Direction des services administratifs et financiers (DSAF).

Art. 1-19 : Minutiers chronologiques départ des directeurs. 1984-2008

Métrage : 6

Fonctionnement

19780074

Secrétaire général du Gouvernement, Service législatif du SGG et Service administratif et financier (SAF).

art 1-111 : chronos du courrier départ (classement par destinataire). 1945-1962

⁴ Ces archives ont été retrouvées dans les bureaux de la Direction des services administratifs et financiers (DSAF) en 1999. Cependant, ils concernent spécifiquement le Secrétariat général du gouvernement.

métrage : 37

19780211

Service législatif du Secrétariat général du Gouvernement et Service administratif et financier (SAF).

art 1-66 : chronos du courrier départ (classement par destinataire). 1963-1968

métrage : 11

20110016

Dossiers des services administratifs et financiers du Secrétariat général de la présidence du Conseil, puis du Secrétariat général du gouvernement. 1939-1982

Art. 1 : Présentation du gouvernement. 1976-1978

Art. 1 (suite)-20 : Ressources humaines. 1939-1981

Art. 1 (suite) : Minutiers chronologiques. 1945-1946

Art. 1 (suite)-19 : Gestion des carrières. 1939-1981

Art. 19 (suite) : Commissions administratives paritaires. 1954-1959

Art. 20 : Action sociale. 1945-1963

Art. 20 (suite) : Contentieux. 1941-1965

Art. 20 (suite) : Affaires financières. 1981-1982

Métrage : 2

20150456

Dossiers du Bureau des affaires générales (BAG). 1983-2011

Art. 1-2 : Cabinets ministériels. 1984-2008

Art. 2 suite-8 : Organisation et fonctionnement des services du Premier ministre. 1997-2010

Art. 8 suite-12 : Gestion financière. 1983-2009

Art. 13-14: Organisation et activités de la direction. 2002-2011

Métrage : 5

Ressources humaines

Généralités et rémunération

19820223

art 1-45 : originaux des arrêtés, décisions, contrats et notes concernant le personnel des services généraux (classés par année)⁵. 1966-1980

métrage : 7

⁵ Collection chronologique d'arrêtés, décisions, contrats et d'actes de gestion du personnel originaux.

19840723

art 1-104 : états de traitement ordonnances du personnel du Secrétariat général du Gouvernement et des services rattachés (classés par année)⁶. 1946-1974

art 105-111 : états ordonnances des vacations des collaborateurs extérieurs⁷. 1955-1973 (lacunes)

métrage : 37

20120071

Dossiers du Bureau de la gestion administrative et de la paie des personnels (BGAPP).

Art. 1-16 : rémunération des membres du cabinet du Premier ministre et des cabinets ministériels rattachés au Premier ministre (classement par gouvernement puis par cabinet). 1948-2002

Métrage : 5

20130237

Dossiers du Bureau de la gestion des ressources humaines (BGRH). 1947-2007

Art. 1 : Fonctionnement. 1976-1990

Art 1 suite-10 : Grèves. 1976-2007

Art 10 suite-13 : Statuts et gestion des carrières. 1963-2004

Art. 13 suite-16 : Dossiers par organisme. 1947-1990

Métrage : 5

20140350

Dossiers de travail du Bureau du personnel. 1950-1996.

Art. 1 : Organisation des services du Premier ministre. 1950-1996.

Art. 1 (suite) : Activités. 1959-1974.

Métrage : 1

20150091

Dossiers du Bureau de la gestion des personnels titulaires, expertise paie et réglementation. 1946-2008

Art. 1-8 : Dossiers thématiques. 1946-2008

Art. 8 suite-19 : Dialogue social et élections aux commissions administratives paritaires (CAP). 1949-2007

Art. 19 suite-24 : Rémunérations. 1949-2007

⁶ Etats individuels ou collectifs relatifs à la rémunération des membres des cabinets de la présidence du Conseil, des ministères rattachés et du Secrétariat général du gouvernement.

⁷ Collection de décisions concerne la rémunération des collaborateurs extérieurs, qui sont des prestataires payés à la vacation ponctuelle.

Métrage : 8

Concours

20020114

Sous-direction du personnel. Bureau du recrutement et des affectations.
Organisation de concours (classement par corps).

- art 1-6 : chargé d'études. 1968-1986
- art 7 : adjoint administratif. 1971-1980
- art 8 : documentaliste. 1968-1982
- art 9 : aide de documentation principal (1973-1976) ; aide de documentation (1968-1973).
- art 10 : secrétaire administratif en chef. 1974-1979
- art 11-12 : secrétaire administrative. 1968-1978
- art 13-16 : sténodactylographe. 1969-1980
- art 17 : agent technique de bureau. 1972-1981
- art 18-19 : conducteur automobile. 1979-1983
- art 20 : ouvrier professionnel. 1971-1975
- art 21 : cours préparatoires aux concours. 1970

métrage : 7

Commissions paritaires

20020115

Sous-direction du personnel. Bureau de l'administration du personnel et des relations sociales.
Commissions administratives paritaires (classement par corps).

- art 1-3 : adjoint administratif et secrétaire sténodactylographe. 1966-1989
- art 4-5 : sténodactylographe. 1966-1989
- art 6-8 : secrétaire administratif. 1966-1989
- art 9-10 : attaché d'administration centrale. 1966-1989
- art 11-12 : agent de bureau. 1966-1988
- art 13-14 : agent de service, huissier. 1972-1989
- art 15 : ouvrier professionnel. 1968-1988
- art 16 : administrateur civil. 1966-1989
- art 17 : documentaliste. 1966-1983

métrage : 6

20130477

Bureau de la gestion des ressources humaines (BGRH).

Dossiers du Comité technique paritaire ministériel (CTPM) des services du Premier ministre. 1981-2007

Art. 1-5 : Organisation et fonctionnement. 1981-2007

Art. 5 (suite)-22 : Dossiers de séance. 1983-2007

Métrage : 7

20140087

Dossiers des commissions administratives paritaires (CAP). 1954-2007

Art. 1-2 : Généralités. 1966-2005

Art. 2 suite-32 : Dossiers de séance. 1954-2007

-Art. 2 suite-5 : Collection des procès-verbaux. 1954, 1967-2007

-Art. 5 suite-32 : Dossiers par corps. 1977-2007

-Art. 32 suite : CAP disciplinaires. 1983-1997

Métrage : 11

20150307

Sous-direction des ressources humaines (SDRH).

Dossiers relatifs aux comités techniques paritaires spéciaux (CTPS) des Services du Premier ministre. 1958-2007

Art. 1-2 : création et fonctionnement des CTPS. 1958-2007

Art 3-8 : dossiers de séances du CTPS commun au Secrétariat général du gouvernement et à la Direction des services administratifs et financiers. 1989-2007

Métrage : 3

20150550

Dossiers du Bureau de gestion des personnels contractuels et de ses prédécesseurs. 1975-2012

Art 1-6 : Commissions consultatives paritaires pour les années 1986 à 2008. 1986-2011

Art 6 (suite)-7 : Gestion du personnel. 1975-2012

Métrage : 2

Dossiers de carrière

20130544

Dossiers du Service administratif et financier du Secrétariat général de la présidence du Conseil.

Art. 1-6 : Registres de gestion du personnel. 1939-1945

Métrage : 1

20140088

Sous-direction des ressources humaines, Bureau de la formation et de l'action sociale (BFAS).

Art. 1-65 : Dossiers de carrière et de pension des agents de la présidence du Conseil puis des services du Premier ministre, nés avant 1923. 1919-2012

Métrage : 22

Formation et action sociale

20160287

Dossiers du Bureau de la formation et de l'action sociale (BFAS). 1956-2011

Art. 1-4 : Action sociale. 1956-2010

- Art. 1-3 : Comité d'hygiène et de sécurité (CHS). 1982-2010
- Art. 1 : Généralités. 1985-1992
- Art. 1 (suite) : Cadre législatif et réglementaire. 1982-1998
- Art. 1 (suite) : Elections, composition et fonctionnement. 1986-1998
- Art. 2-3 : Dossiers de séances. 1996-2010
- Art. 3 (suite)-4 : Aide sociale. 1956-2010
- Art. 3 : Comité consultatif d'action sociale (CCAS). 1999-2010
- Art. 4 : Statistiques. 1956-1999

Art. 5 : Formation. 1992-2011

Métrage : 2

Budget et affaires financières

20020116

Sous-direction des affaires financières et de l'informatique. Bureau des affaires budgétaires et de la gestion financière.

art 1-4 : préparation du budget. 1983-1986

art 5-9 : vote du budget. 1987-1991

art 10-17 : budget des établissements publics. 1983-1991

art 18-21 : exécution du budget. 1987-1992

métrage : 7

Marchés publics

19820287

art 1-10 : dossiers des conventions. 1967-1979

art 11-38 : dossiers des marchés. 1975-1977

art 39-41 : chronos des conventions. 1965-1978

art 42-57 : chronos des marchés. 1960-1971

art 58-60 : fiches des marchés. 1964-1977

art 61-65 : appels d'offres. 1978-1979

art 66-71 : locations d'immeubles. 1948-1976

métrage : 12

19960314

Bureau des marchés.

art 1-13 : dossiers de marché (échantillon des plus intéressants) (1974, 1978-1985) ; pièces d'exécution de ces marchés (1986-1990).

métrage : 4

19990348

Bureau des contrats et marchés publics.

art 1-18 : marchés (sélection selon intérêt historique). 1986-1989

art 18 (suite)-art 28 : conventions. 1980-1989

métrage : 9

20020227

Sous-direction des affaires financières et de l'informatique. Bureau des contrats et marchés publics.

art 1-4 : marchés portant sur des immeubles inscrits au titre des monuments historiques. 1990-1991

art 4 (suite) : conventions. 1990-1991

métrage : 1

20111009

Bureau des contrats et marchés publics

Art.1-6 : Marchés publics. 1991-1997

Art. 6 (suite) : Conventions. 1991-1994

Métrage : 2

20150758

Dossiers du Bureau des contrats et marchés publics. 1971-2007

Art. 1-34 : Marchés publics présentant un intérêt historique, de 1971 à 1982 et de 1995 à 2004. 1971-2007

Art. 35 : Conventions et contrats. 1995-1998

Métrage : 12

Contrôle financier

19770003

art 1-171 : registres comptables⁸. 1947-1965

métrage : 7

19770004

art 1-170 : registres comptables⁹. 1947-1957

art 171-236 : conventions passées par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) avec divers organismes de recherche publics ou privés (classées par année)¹⁰. 1960-1965

art 237-286 : comptabilité des crédits de fonctionnement¹¹. 1947-1957

art 287 : budget d'investissement. 1948-1957

art 288-300 : ordres de mission de l'état-major de la défense nationale. 1947-1957

⁸ Grands livres tenus par année et par entité au sein des services de la Présidence du Conseil (Plan, ENA, SDECE, Information, Journaux officiels...).

⁹ Grands livres tenus par année et par entité au sein des services de la Présidence du Conseil (Plan, ENA, SDECE, Information, Journaux officiels...).

¹⁰ Les dossiers contiennent des éléments comptables, un avant-projet de recherche qui présente la démarche scientifique, la méthode envisagée et le but à atteindre.

¹¹ Dossiers classés par année puis par entité (Présidence du Conseil, Plan, CEA, ENA, DJO, SGN...) et par chapitre budgétaire. Concerne à la fois le suivi des effectifs et les aspects budgétaires (crédits de paiement, autorisations de programme, frais de mission ou de représentation...).

métrage : 22

19770005

art 1-121 : comptabilité des crédits de fonctionnement, budget d'investissement et ordres de mission. 1958-1965

art 122-140 : ordres de mission du SGDN. 1958-1965

art 141-157 : rapports du contrôleur financier. 1945-1965

métrage : 52

19780034

art 1-420 : cotes vacantes.

art 421-562 : budget d'investissement (classement par service et chapitre). 1954-1974

art 563-570 : gestion du corps des administrateurs civils (mesures visées). 1965-1974

art 571-580 : divers (dont procès-verbaux de la commission de contrôle des opérations immobilières et de la commission des marchés de la Présidence du Conseil, correspondance reçue par le contrôle financier). 1945-1971

métrage : 23

19820222

art 1-103 : cotes vacantes.

art 104-111 : budget d'investissement. 1970-1977

art 112-113 : gestion du corps des administrateurs civils (registre des effectifs et décisions). 1972-1975

art 114-116 : divers (en particulier minutier et rapports du contrôle financier). 1963-1978

métrage : 4

19820483

art 1-80 : cotes vacantes.

art 81-98 : budget d'investissement. 1974-1976

art 99-101 : cotes vacantes.

métrage : 2

19830129

art 1-26 : cotes vacantes.

art 27-31 : budget d'investissement (par exercice). 1977 (n'ont pas été retrouvés lors du récolement du bâtiment provisoire de Fontainebleau en 2012)

art 32-33 : cotes vacantes.

métrage : ?

19920255

art 1-4 : services du Premier ministre : observations du contrôleur financier sur les procédures budgétaires et comptables (par ordre chronologique). 1977-1980

art 4 : fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale : dossiers de séances du groupe permanent et du conseil de gestion (complément de l'article 19830228/14). 1977-1981

art 5 : association pour le centre universitaire de coopération économique et sociale (ACUCES) : financement de la formation professionnelle dans le bassin minier lorrain. 1972-1975

art 5-6 : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : fonctionnement, conseils d'administration, budgets, programme pluriannuel d'orientation. 1978-1980

métrage : 2

19940529

art 1-11 : contrôle financier sur la gestion des crédits d'investissement et de fonctionnement (exercices 1981 à 1984).

métrage : 4

19980305 (résultat du retraitement de plusieurs versements par les AN en 1998¹²)

art 1-13 : notes et rapports du contrôleur financier auprès des services du Premier ministre concernant les crédits de fonctionnement. 1966-1977, 1986

métrage : 4

Politique immobilière

20020117

Sous-direction des affaires financières et de l'informatique. Bureau de la logistique.

Dossiers de suivi de travaux (classement par bâtiment).

art 1 : historique. 1981-1995

art 2-4 : hôtel Matignon. 1967-1992

¹² En 1998, à la suite d'un accord entre la Mission des archives auprès des services du Premier ministre et le contrôleur financier, il a été décidé de ne pas conserver la totalité de la masse considérable de documents versés par le contrôleur financier de Matignon aux AN, à l'issue de leur durée d'utilité administrative (10 ans). Les pièces comptables justificatives accompagnant les notes et rapports sur les crédits de fonctionnement ont donc été détruites. A l'issue du tri, les notes et rapports concernant les crédits de fonctionnement, qui se trouvaient antérieurement sous les cotes 19780034/1 à 420, 19820222/1-103, 19820483/1-80 ; 19990101, 19830129/1-26, 32, 33 et 19910461/1-137 ont donc été regroupés dans le versement 19980305. En revanche, les documents relatifs aux crédits d'investissement et à la gestion des administrateurs civils sont restés dans leurs versements initiaux.

art 5-7 : hôtel Gouffier de Thoix. 1975-1991
art 8 : hôtel Cassini (1985-1986) ; rue Vaneau (1980-1981).
art 9 : rue Constantine (1971-1987) ; 11 rue Chardin (1981) ; 36 rue de Babylone (1983-1985) ; 71 rue Saint-Dominique (1983-1984) ; 120 avenue Charles de Gaulle (1983) ; 53 avenue d'Iéna (1976).

métrage : 3

20020118

Sous-direction des affaires financières et de l'informatique. Bureau de la logistique. Plans (classement par bâtiment). 1963-1990

art 1-40 : hôtel Matignon. 1963-1989
art 41-58 : hôtel Gouffier de Thoix. 1976-1990
art 59-65 : hôtel Montalivet. 1984-1988
art 66-89 : hôtel Divonne dit Lebel. 1982-1983
art 90-104 : hôtel Cassini. 1974-1985
art 105-106 : 19 rue Constantine. 1974-1984

20110179

Art. 1-2 : Kakémonos exposés sur la façade de l'Hôtel de Matignon lors de la Présidence française de l'Union européenne (PFUE) en 2008.

Métrage : 2

20170128

Division du patrimoine et de la logistique (DPL), Bureau de la politique immobilière.
Suivi de travaux des immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques. 1964-2014

Art. 1-3 : Généralités. 1976-2013
Art. 3-52 : Dossiers par bâtiment. 1964-2014
-Art. 3 suite-20 : Hôtel de Matignon. 1966-2014
-Art. 20 suite : Pavillon de la Lanterne, Versailles. 2000-2012
-Art. 20 suite-25 : Hôtel de Montalivet. 1972-2005
-Art. 25 suite-28 : Hôtel Gouffier de Thoix. 1973-2012
-Art. 28 suite-33 : Hôtel de Clermont. 1966-2012
-Art. 34-38 : Hôtel de Castries. 1992-2012
-Art. 39-44 : Hôtel de Cassini. 1964-2012
-Art. 44 suite-48 : Hôtel de Divonne dit Lebel. 1967-2012
-Art. 48 suite-51 : Hôtel de Broglie. 1969-2012
-Art. 51 suite-52 : Autres. 1971-2003

Métrage : 17

20170183

Division du patrimoine et de la logistique (DPL), Bureau de la politique immobilière.

Plans de bâtiments classés monuments historiques. 1969-1983

Art. 1 : Hôtel de Matignon. 1972-1979

Art. 2 : Hôtel de Cassini. 1975-1980

Art. 3 : Hôtel de Broglie. 1969-1979

Art. 4 : Hôtel de Montalivet. 1978

Art. 5 : Hôtel de Divonne dit Lebel. 1981

Art. 6 : Ecole militaire. 1980-1983

Art. 7 : Immeuble 19, rue de Constantine. 1979

Métrage : 49 plans